

# Résumé - (Contre)pouvoirs urbains ? Une critique des dispositifs non-institutionnels de l'aménagement urbain dans les transformations du nord-est de la métropole parisienne

GATTA, Federica, 2014

**Mot clés** : Grand Paris, Nord-Est parisien, autonomisation, participation des habitants, occupations éphémères, institutionnalisation, urbanisme durable

De quelle manière l'urbanisme opérationnel se confronte-t-il aux les évolutions contemporaines des mouvements urbains de contestation et des rhétoriques politiques sur le développement durable et participatif ? Cette thèse part du constat d'un processus d'institutionnalisation, en cours depuis les années 1970, de plusieurs mouvements sociaux et critiques de l'urbanisme promouvant la place des citoyens dans la construction de la ville. Ce processus est analysé et situé à travers une ethnographie menée dans le contexte emblématique des transformations récentes du nord-est de la métropole parisienne. Le pari de ce travail est de mettre en place une observation de situations d'interaction entre groupes d'acteurs qui sont généralement regardés séparément : les associations impliquées dans des processus de concertation, les groupes engagés dans l'occupation d'espaces en friche, les décideurs et techniciens des grands projets d'aménagement urbain, les collectifs d'artistes et architectes promouvant l'art urbain et la participation. À travers l'analyse des justifications et des (més)ententes que ces acteurs mobilisent dans la négociation autour des projets en cours, ce qui se profile est la naissance de formes de contre-pouvoirs instituées. Ces dernières sont encadrées dans des dispositifs qui agissent sur la valorisation de l'incertitude dans les imaginaires urbains, sur l'affirmation ambiguë de la catégorie de l'« habitant » comme sujet-objet de la transformation et sur la construction de temporalités intercalaires et événementielles comme nouveaux paradigmes de la planification. Ce qui résulte de notre analyse est un questionnement autour des convergences entre autogestion libertaire et néolibéralisme urbain, et autour du rapport entre urbanisme technique et critique urbaine.

## *Méthodologie et construction de la problématique*

La première partie de la thèse retrace le déroulement de l'enquête de terrain et la formulation progressive du questionnement de la recherche selon une méthodologie inductive basée sur l'ethnographie. La recherche ne se pose en effet pas l'objectif d'évaluer des pratiques ou de valider des catégories théoriques, mais d'analyser la manière selon laquelle les catégories et leurs évaluations sont mobilisées par les acteurs mêmes du terrain. Cette démarche veut affirmer une vision des études urbaines qui vise à appliquer les méthodes anthropologiques non pas à une communauté restreinte ou à un « quartier », mais au processus même de construction de la ville future et aux relations complexes que ce dernier entraîne avec le présent « ordinaire » de l'habiter urbain. Le « faire la ville » (la conception) et le « faire ville » (l'habiter) (de Biase, 2014)<sup>1</sup> sont conçus en ce sens non pas comme deux champs distincts d'enquête, mais comme deux éléments qui s'influencent mutuellement et construisent des rapports de pouvoir complexes. Notre positionnement méthodologique découle à la fois d'une vision de l'urbanisme comme activité critique qui s'intéresse aux transformations du territoire (Secchi, 2000), et d'une vision de l'anthropologie *de* la ville (Augé, 1994a ; Agier, 2009 ; de Biase, 2014) qui s'intéresse à l'espace urbain comme produit d'un processus matériel et symbolique. Ce cadre disciplinaire a été également nourri avec des postures et des notions qui se sont présentées comme nécessaires pour affronter la spécificité de notre champ d'études : la sociologie et l'ethnographie des mouvements sociaux, l'anthropologie politique, la sociologie pragmatique, et la philosophie politique (plus particulièrement les cadres théoriques foucauldien).

Le premier chapitre de la thèse présente une entrée en matière à travers une scène ethnographique qui relate une balade à Saint-Denis, organisée par la Fédération des agences nationales d'urbanisme en 2010. Cette scène est utilisée comme porte d'entrée pour reconstruire le contexte des transformations urbaines du Grand Paris et comprendre les spécificités du nord-est de la métropole parisienne dans ce cadre<sup>2</sup>. Ce secteur se présente comme un territoire en complète transformation, pris dans un entre-temps qui s'efforce de construire une continuité entre le processus de désindustrialisation des années 1980 et l'objectif de la compétitivité internationale posée par le Grand Paris à partir de 2007. Les notions fondamentales qui surgissent dans le débat politique et institutionnel concernent la *re-signification des espaces* post-industriels en transformation (liée à l'impératif de la densification et du développement durable) et de la *redéfinition des acteurs* à l'intérieur d'un nouveau type de gouvernance (liée aux relations entre public et privé dans l'économie mondialisée). Notre principal constat concerne l'ambiguïté et les tensions, que ces notions font émerger,

---

1. Les références bibliographiques utilisées dans ce résumé peuvent être consultées dans la bibliographie générale de la thèse.

2. Le terrain de la thèse concerne principalement le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris et les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis. Ce périmètre résulte de l'union entre un réseau d'acteurs et une unité de zones en transformation à cheval entre Paris et la Seine-Saint-Denis.

entre les aspirations sociales d'un développement égalitaire des territoires et les volontés liées au développement économique néolibéral. C'est à partir de ce constat que nous justifions l'intérêt pour ce territoire emblématique et la nécessité de comprendre comment ces tensions à grande échelle s'expriment dans un contexte local en interrogeant la manière dans laquelle les citoyens se positionnent dans ce débat. Ce questionnement nous mène à une deuxième scène présentant nos premières rencontres avec le tissu associatif du quartier de la Chapelle, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Ces rencontres nous permettent de constater que des associations de natures apparemment très différentes sont liées par un intérêt commun pour les transformations urbaines en cours et par une proximité spatiale avec les futurs espaces en projet. D'autre part, leurs récits font apparaître des nouveaux interrogatifs concernant les relations politiques et institutionnelles que ces groupes de citoyens entretiennent avec les projets en cours à différentes échelles d'espace et de temps.

Le deuxième chapitre propose de reconstituer, à partir des réseaux observés sur le terrain du Nord-Est, les trajectoires historiques, politiques et idéologiques des réseaux français et internationaux des mouvements liés à la participation des citoyens au débat sur l'aménagement urbain (comités d'habitants, balades urbaines) et de ceux liés à l'autogestion éphémère d'espaces en attente de transformation (jardins partagés, squats d'artistes, collectifs d'architectes). Notre analyse de ces mouvements et de leur relation avec les politiques de transformation urbaine concerne surtout leur évolution historique récente, qui vérifie les relations de proximité avec les projets urbains à l'échelle métropolitaine et confirme notre première impression sur l'ambiguïté du processus d'institutionnalisation auquel ces mouvements participent depuis les années 1980. Les différentes lectures scientifiques confirment que l'évolution de chacun de ces mouvements se résume en trois étapes fondamentales : une première phase de militantisme (1970), une deuxième d'institutionnalisation (1980) et une troisième d'insertion dans le champ technique et normatif (1990). C'est ensuite à partir des années 2000 que ces mouvements se réaffirment au niveau politique en tant que nouvelles formes de développement durable et de gouvernance urbaine. Leur actions sont de plus en plus incluses dans des processus d'aménagement et encadrées par des formes de contractualisation avec les institutions qui se traduisent, en France, en chartes de la concertation, conventions d'occupation précaire, réunions publiques, subventions, etc. Leur institutionnalisation politique apparaît par contre « incomplète » ou « cachée » derrière une apparence médiatique qui les présente comme des initiatives « citoyennes » et « spontanées », sinon hors de la légalité.

Le troisième chapitre pose l'objectif de formuler une définition pour cette institutionnalisation particulière, en s'appuyant sur l'hypothèse que son évolution historique soit arrivée à son accomplissement dans le contexte actuel plutôt que de se trouver dans une phase d'« inachèvement » (cf. Bacqué et Sintomer, 2010). Dans ce chapitre, nous ciblons une série de typologies de situations qui nous semblent être représentatives des contextes observés et dont l'encadrement nous sert à donner une valeur relationnelle aux espaces enquêtés. Ces situations sont mises en parallèle avec des portraits qui nous expliquent et justifient les modalités d'action des mouvements et leur insertion dans les processus de projets. Même si ces « figures » proviennent de milieux et de contextes différents, le discours autour de leur engagement dans la transformation urbaine se révèle très similaire et compose un « air de famille » (Wittgenstein, 1996 [1958]) fondé sur la négation de l'intérêt du contre-pouvoir entendu comme conflit ouvert ; sur le refus de l'intellectualisme et du fonctionnement politique par représentation ; mais aussi sur la nécessité d'un certain pragmatisme qui doit aller au-delà des positionnements politiques pour instaurer une entente avec l'institution basée sur la nécessité de l'« agir » pour la « réappropriation » de la ville. L'analyse qui surgit nous confirme non seulement l'intérêt d'une vision d'ensemble de ces différents mouvements, mais aussi que ce que leurs discours ont en commun est une forme de militantisme qui fait converger des positions libertaires avec un nouvel esprit néolibéral, alimentant une ambiguïté entre négociation et contestation. Face à ce constat, ce qui nous intéresse n'est pas de faire une analyse socio-politique de ces positionnements, mais de mettre en exergue la manière dont les « formes de justification » (Boltanski et Thevenot, 1991) de nos interlocuteurs révèlent le rôle des dispositifs politiques dans lesquels leur action s'insère. En conclusion de ce chapitre, nous proposons donc la notion de « dispositif non-institutionnel » comme clé d'explication des situations générées par l'interaction entre projets urbains et actions de participation et d'autogestion d'espaces urbains. Le concept de dispositif, emprunté aux théories foucauldienne sur les rapports de pouvoir, est entendu comme un ensemble hétérogène de discours et de pratiques qui permet « de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Agamben, 2007 : 31). La qualification de non-institutionnel ne se réfère en ce sens pas à une complète négation du rapport avec l'institution ni à un processus de reconnaissance politique permettant au mouvement social de « disposer d'accès routinisés aux lieux de décision » (Neveu, 2011e : 18), mais à une relation d'inclusion basée sur une reconnaissance de leur hétérogénéité institutionnelle qui opère une inclusion de la *non-institutionnalité* des actions. Le dispositif joue donc sur le plan d'une domestication, qui mise sur l'assujettissement volontaire des acteurs à l'acceptabilité d'un système de pouvoir basé sur l'inclusion plutôt que sur l'émancipation des individus (Pellizzoni, 2013), cette caractéristique découle de la manière dans laquelle l'interaction entre mouvements et institutions a été construite depuis ses origines.

## *Analyse et résultats*

Dans la deuxième partie, la thèse s'appuie sur cette première théorisation et se structure de manière thématique. À partir de la définition de dispositif non-institutionnel, il s'agit d'ouvrir une réflexion sur l'action publique en interrogeant le rôle qui est donné aux mouvements dans la construction de l'espace et de son projet. Après avoir trouvé une manière de décrire le contexte des « actions citoyennes » dans la transformation urbaine, nous nous posons donc ici la question suivante : quel est l'effet de ces nouvelles formes d'institutionnalisation sur l'urbanisme ?

Chaque thématique abordée dans cette partie correspond une caractéristique des dispositifs non-institutionnels. Le rôle que ces caractéristiques jouent dans la construction physique et symbolique des projets de transformation urbaine est analysé à travers la reconstruction de scènes de négociation entre groupes de citoyens (jardins partagés, comités d'habitants, squat d'artistes et collectifs d'architectes) et acteurs institutionnels (élus, techniciens, architectes et urbanistes).

Le premier chapitre de cette partie se concentre sur le rôle des imaginaires mobilisés dans les discours autour de la relation entre actions « citoyennes » et projets de rénovation. Après avoir constaté comment, dans la scène internationale des projets d'urbanisme « alternatifs » des derniers dix ans, l'imaginaire des dispositifs non-institutionnels joue un rôle central, l'analyse des scènes de terrain dans le nord-est parisien nous montre ensuite comment cet imaginaire est construit dans l'action. Les discours des acteurs impliqués dans les dispositifs associent en effet les idées de vivant/humain/convivial aux espaces occupés par des aménagements précaires caractérisés par un imaginaire (finalement très homogène) constitué de palettes de manutention, de bois non traité, de cabanes minimalistes et d'objets recyclés. Le vocabulaire qui accompagne ces espaces se compose de mots comme « partage », « participation », « fabrique ». Il s'agit d'un registre qui s'articule à la fois sur l'idée d'action et sur celle de dialogue, dans un contexte où l'idéal démocratique de l'espace public est substitué par une nécessité d'appropriation. Face à cet imaginaire, le projet est vu comme une menace de « lissage » ou comme une nouvelle solution capable de chasser les maux des quartiers populaires et d'en permettre une « reconquête » par les résidents. Dans les situations de négociation, le dispositif se révèle comme un élément de traduction qui déplace les aspirations sociales des projets vers un débat autour de la définition d'une qualité esthétique évoquant l'appartenance de l'espace à une communauté restreinte.

Le deuxième chapitre analyse la notion d'« habitant », entendue comme nouvelle figure de l'action publique désignant les destinataires des projets urbains. Nous explorons tout d'abord la valeur sémantique de cette notion en la comparant avec les termes de citoyen et de citoyen, et l'évolution du terme dans les revendications et les politiques publiques à partir des années 1960. Dans ce dernier cadre, l'habitant se définit à la fois comme un sujet fragile et « exclu » dont la réinsertion nécessite une intervention spatiale et une éducation aux comportements « citoyens », mais aussi comme un « expert de l'usage » et des priorités des quartiers par opposition à l'offre institutionnelle. Dans les scènes issues du terrain, l'habitant est souvent associé, dans la même logique, au « résident » d'un quartier (en opposition au riverain d'une zone de projet), à la notion de « peuple » en tant que masse de sujets anonymes et atomisés (en opposition aux groupes politiques ou associatifs), et à l'image d'un sujet à aider et surtout à responsabiliser (selon une logique néolibérale). Cet « habitant » n'est d'ailleurs jamais revendiqué comme une identité participant au débat, il se révèle au contraire comme une catégorie d'altérité qui alimente une vision infantilisée des citoyens.

Le troisième chapitre prend en compte la dimension du temps, entendu à la fois comme horizon futur et comme rythme urbain, dans l'articulation entre dispositifs et projet. Une scène ethnographique d'introduction, relatant une balade urbaine organisée par une association de concertation en 2013, nous permet d'introduire une première analyse de la notion de « projet urbain » et son rôle dans le dérèglement urbain néolibéral. En observant des scènes dans lesquelles les dispositifs entrent en négociation avec des projets urbains, nous remarquons ensuite que l'idée d'un temps éphémère et d'une action tactique (De Certeau, 1990 [1980]) se proposent comme clés de voute de l'inclusion des actions « citoyennes » dans le projet urbain et comme élément fondamental de l'acceptabilité sociale de ce dernier. L'exaltation d'un rythme urbain événementiel semble d'ailleurs contribuer à une forme d'« allochronie » (Fabian, 2006), de narration spatialisée qui relègue les « habitants » dans un temps autre, selon l'idée d'une urbanité « villageoise ».

C'est à partir de ces trois lectures fondamentales que nos réflexions critiques s'adressent à l'action institutionnelle et au rôle des architectes et urbanistes face aux impératifs de la participation. En ce sens, la thèse vise à mettre en place une critique capable d'interroger les représentations politiques et scientifiques avec lesquelles on traite la transformation de la ville. Si notre thèse pose plusieurs questions au sujet des mouvements urbains contemporains, notre intérêt fondamental consiste à pointer l'importance d'un renouveau des perspectives critiques de l'urbanisme, afin qu'elles permettent d'interroger les rapports de pouvoir dans la société contemporaine et de développer des outils d'analyse qualitative capables de contourner les impasses politiques et épistémologiques de la participation.